

BRÉSIL

Le massacre d'Eldorado dos Carajás, dix ans plus tard

Index AI : AMR 19/019/2006

ÉFAI

Mardi 18 avril 2006

DÉCLARATION PUBLIQUE

Le 17 avril 1996, la police militaire a commencé à expulser des manifestants sans terre de l'autoroute PA-150 à Eldorado dos Carajás, dans l'État du Pará. Une heure plus tard, 19 personnes gisaient mortes, dont beaucoup abattues à bout portant, et certaines taillées en pièces par les propres outils agricoles des manifestants.

Après une bataille juridique complexe, 127 policiers militaires et 19 responsables de rang plus élevé ont été traduits en justice, en juin 2002. Tous ont été absous, à l'exception du colonel Mario Pantoja et du commandant José Maria Oliveira, qui restent tous deux en liberté en attendant le résultat d'un deuxième appel qu'ils ont interjeté.

L'affaire d'Eldorado dos Carajás est emblématique de la culture d'impunité dans l'État du Pará. Dix ans après le massacre, pas un seul des responsables n'a été emprisonné. L'enquête policière inexistante, les recherches scientifiques totalement insuffisantes, et l'absence de protection des témoins ayant reçu des menaces, n'ont cessé d'entraver chaque étape du processus judiciaire. Ni le gouverneur de l'État à cette période, Amir Gabriel, ni le Secrétaire à la sécurité publique, Paulo Sette Câmara, qui avaient donné l'ordre de «*dégager les gens*» de l'autoroute PA-150 «*à tout prix*» n'ont été traduits en justice, en violation flagrante du principe de responsabilité hiérarchique.

Malheureusement, le massacre d'Eldorado dos Carajás est loin d'être un cas isolé, dans un État qui est devenu tristement célèbre pour sa violence liée aux litiges fonciers. Selon la Commission pastorale de la terre, 773 personnes, dont beaucoup de militants et de responsables associatifs, ont été tuées en raison de litiges fonciers dans l'État du Pará au cours des trente-trois dernières années. Seules quelques poursuites ont été lancées, dont trois seulement contre les commanditaires des homicides.

Par son refus de traduire en justice les responsables d'atteintes aux droits humains, l'État du Pará est devenu synonyme de violence hors-la-loi. Cet État reste fortement marqué par l'insuffisance du système judiciaire pénal à tous les niveaux, l'influence déplacée de riches propriétaires terriens, et l'absence de volonté politique de s'attaquer à des problèmes fondamentaux. Les militants du droit à la terre travaillent toujours sous la menace constante de la violence et l'intimidation ; les tueurs continuent d'opérer dans une quasi impunité.

Dix ans après le massacre d'Eldorado dos Carajás, il est temps que les autorités de l'État assument leur responsabilité pour le taux élevé d'homicides liés aux litiges fonciers, en réparant des injustices profondément enracinées. Les autorités doivent appliquer les normes internationales relatives aux droits humains en enquêtant sur les violences rurales et en poursuivant leurs responsables.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>